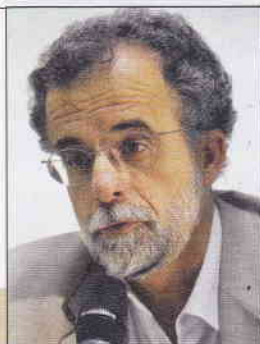


# Que faire?

Depuis 30 ans, les banques centrales ont poussé les banques à prêter aux spéculateurs. Des voix s'élèvent à gauche pour dire qu'il est possible de retourner ce pouvoir contre les marchés.

## POUR LIBÉRER L'EUROPE DES MARCHÉS FINANCIERS



### Parvenir à une maîtrise démocratique de la création monétaire

DENIS DURAND, ÉCONOMISTE, MEMBRE DU CONSEIL NATIONAL DU PCF.

**L**e traitement infligé au peuple grec enfonce le pays dans la récession et dans la dette. Il menace de contagion l'ensemble de la zone euro.

Il signe l'échec de la construction monétaire européenne mise en œuvre depuis le traité de Maastricht.

Faut-il alors s'en remettre à un slogan simpliste : « Si le problème, c'est l'euro, alors sortons de l'euro et il n'y aura plus de problème » ? Sûrement pas ! Si la monnaie nationale perdait 20 ou 30 % de sa valeur par rapport à l'euro, la dette existante augmenterait d'autant. L'accès à de nouveaux financements – indispensables à la poursuite de l'activité économique – deviendrait plus coûteux. La logique d'une telle politique de dévaluation consiste à imposer un appauvrissement de la population dans l'espoir d'obtenir, à terme,

une amélioration de la compétitivité des productions nationales, un redressement du commerce extérieur et un redémarrage de l'activité. On a connu de pareilles tentatives en France dans les années 1980 et elles ont régulièrement échoué. Surtout, le risque serait grand que les principaux partenaires commerciaux du pays répliquent par une dévaluation de leur propre monnaie. Un éclatement de l'euro ferait disparaître toute solidarité entre économies européennes. Loin de restaurer la souveraineté monétaire de chaque État, ce serait la réduire à l'insignifiance et rendre l'hégémonie du dollar encore plus écrasante. Alors, pas question de désertir le combat pour un autre euro !

L'importance de cette question est à la hauteur du rôle que la monnaie joue dans l'économie. Les banques ont un terrible pouvoir : décider quel projet économique pourra voir le jour, parce qu'elles choisiront de le financer, et quelle entreprise elles condamneront à mort en refusant de lui faire crédit. Elles peuvent être tentées d'en abuser. C'est pourquoi elles ne peuvent l'exercer que sous certaines contraintes. La principale est qu'elles sont en permanence obligées de « refinancer » auprès de la banque centrale une partie des prêts qu'elles accordent aux agents économiques. La banque centrale peut leur imposer ses conditions et influencer, par là, leur comportement. De fait, le pouvoir monstrueux accaparé par les marchés financiers depuis le début des années

quelques idées fausses ou simplistes. Par exemple, l'idée est en train de s'imposer qu'au lieu de lancer des emprunts sur les marchés financiers, les États devraient se financer directement auprès des banques centrales. C'est parfaitement exact et c'est bien ainsi que l'on pourrait libérer progressivement les services publics de l'emprise de la finance. Mais il faut bien autre chose que de simples rachats de titres publics sur le marché (depuis le premier « plan de sauvetage » de la Grèce, les banques centrales de la zone euro en ont déjà racheté 219 milliards pour sauver la mise des spéculateurs). Il faut que ces financements apportés par les banques centrales viennent massivement remplacer le recours des États aux marchés. Objection : ce type de

**Il faudra changer les traités pour soumettre les décisions de la BCE à un pouvoir démocratique et lui assigner l'emploi et la croissance réelle comme ses buts principaux.**

quatre-vingt vient de ce que les banques centrales ont encouragé les banques à prêter aux spéculateurs et aux financiers. Pourrait-on retourner ce pouvoir contre les marchés, et mobiliser la puissance du crédit au service des investissements porteurs d'un développement de l'emploi, de la formation, de la recherche, du développement économique et social des territoires et de la protection de l'environnement ? De plus en plus de voix, à gauche, reconnaissent que la réponse est oui, mais il faut ici dissiper

financement ne serait-il pas une cause d'inflation ? Oui, si les achats de titres publics par les banques centrales continuent de financer, par exemple, des cadeaux fiscaux aux entreprises ou des exonérations de cotisations sociales patronales. Mais si cet argent sert à développer l'emploi, la formation et les services publics, il ne sera pas créé en vain, parce qu'il aura pour contrepartie la création de richesses nouvelles : l'« offre » augmentera en proportion avec la « demande », et les prix n'auront pas de raison d'augmenter.





régionaux pour l'emploi et la formation pourraient mobiliser. Utilisons la force de frappe d'un pôle financier public pour faire pression dans ce sens sur l'ensemble du système bancaire. Et portons l'interpellation jusqu'à la Banque de France et à la BCE : si un projet répondant à des critères bien définis d'efficacité sociale, économique et écologique est soutenu par la population, ses élus, les institutions du pôle financier public, au nom de quoi la BCE refuserait-elle de refinancer ce projet, à un taux d'autant plus favorable – jusqu'à 0 % – qu'il se traduira par davantage de créations d'emplois ? Si de telles luttes sociales et politiques se multipliaient en France et en Europe, l'emprise des marchés commencerait à se desserrer – car la BCE n'est pas aussi inflexible et monolithique qu'elle veut bien le faire croire – tandis que le soutien à une révision des traités s'imposerait dans les opinions publiques. Un tel mandat, confié par le peuple français à un gouvernement de gauche, aurait à coup sûr un fort retentissement dans toutes les sphères européennes. Parallèlement, un audit citoyen de la dette publique viendrait appuyer le combat pour savoir qui détient la dette publique des pays de la zone euro, et, en cas de restructuration, pour en faire supporter le coût à ceux qui ont tiré bénéfice de son gonflement au détriment des peuples. Une telle maîtrise démocratique de la création

DANIEL ROLANDIAFF

La question des critères qui président à l'allocation des financements des banques ou de la banque centrale est donc cruciale entre toutes. Deuxième objection : le financement direct des États par les banques centrales est formellement interdit par les traités européens. C'est vrai et il faudra donc changer les traités pour soumettre les décisions de la BCE à un pouvoir démocratique et pour lui assigner l'emploi et la croissance réelle comme ses objectifs principaux. Mais ce n'est pas demain qu'on y parviendra ! Entre-temps, la crise risque fort d'avoir tout emporté.

Alors, que faire ? Demander à la Banque de France de jouer en solo et, par exemple, d'utiliser son pouvoir de création monétaire pour acheter des titres d'État français ? Mais tant que nos 18 pays partagent une monnaie unique, tout euro créé par une action quelconque de la Banque de France ne peut être, par définition, qu'un euro émis par la banque centrale de la zone euro, c'est-à-dire la BCE (1). Alors, ou bien cette proposition est absurde, ou bien elle revient à quitter l'euro, ce que le Front de gauche ne veut pas, comme Jean-Luc Mélenchon a eu l'occasion de le rappeler très nettement. Il n'y a pas d'échappatoire : c'est toute

## Un audit citoyen de la dette publique permettra, en cas de restructuration, d'en faire supporter le coût à ceux qui ont tiré bénéfice de son gonflement au détriment des peuples.

la construction monétaire européenne qu'il faut changer et on peut agir tout de suite dans ce sens, sans attendre une révision des traités. Pour cela, le moyen le plus efficace est de partir des exigences qui s'expriment sur le terrain. Partout, dans nos régions, des dizaines d'entreprises ou de collectivités publiques ont des projets dont la réalisation se traduirait par la création d'emplois, la modernisation de services publics, la mise en place de nouvelles technologies économes en énergie et en ressources naturelles. De plus en plus souvent, ces projets restent dans les cartons parce qu'il manque un, cinq, dix millions d'euros que les banques refusent de prêter, jugeant qu'elles n'en tireront pas une rentabilité suffisante... N'attendons pas pour les interpellier, les rappeler à leur responsabilité sociale, exiger qu'elles intègrent l'emploi et le développement de la valeur ajoutée dans leurs critères de financement. Appuyons ces exigences par les instruments d'intervention (bonifications d'intérêts, garanties conditionnelles) que des fonds

monétaire, à l'échelle de la zone euro, donnerait aux citoyens des nations européennes une grande force pour opposer à l'hégémonie du dollar une véritable alternative, celle d'une alliance avec les pays émergents pour imposer la construction d'un nouveau système monétaire international, organisé autour d'une monnaie commune mondiale. Longtemps taboue, la réorientation de la politique de la BCE et du crédit bancaire est désormais au cœur des débats politiques. Le Front de gauche, ses candidats à l'élection présidentielle et aux élections législatives disposent d'un corps de propositions radicales et cohérentes qui peuvent donner beaucoup de crédibilité à nos arguments. Au travail ! ★

(1) Ou plus précisément par l'eurosystème, ensemble formé par la BCE et les 18 banques centrales nationales des pays de la zone euro, sous l'autorité du Conseil des gouverneurs de la BCE (dont le gouverneur de la Banque de France fait partie).